REPUBLIQUE DU BURUNDI



LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi organique n°1/20 du 20 juin 2022 portant révision de la loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relatives aux finances publiques ;

Vu la loi n° 1/22 du 05 novembre 2021 portant révision de la loi n° 1/11 du 14 Juillet 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes ;

Vu la loi n°1/22 du 25 juillet 2014 portant règlementation de l'action récursoire et directe de l'Etat et des Communes contre les mandataires et leurs préposés ;

Vu la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 04 février 2008 portant code des marchés publics ;

Vu le décret n°100/165 du décembre 1997 portant harmonisation des statuts de l'Office National des Télécommunications « ONATEL-SP » avec le code des sociétés privées et publiques ;

Vu le décret n°100/037 du 18 avril 2022 portant modification du décret n°100/123 du 11 juillet 2008 portant création, organisation et fonctionnement de la Cellule de Gestion des Marchés Publics, autres que les communes ;

Vu le décret n° 100/48 du 22 avril 2022 portant création, organisation et fonctionnement de la Direction Nationale de Contrôle de Marchés Publics (DNCMP) ;

Vu le décret n°100/049 du 27 avril 2022 portant modification du décret n°100/119 du 07 juillet 2008 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régularisation des Marchés Publics (ARMP) ;

Vu le décret n°100/018 du 17 septembre 2025 portant modification du décret n°100/002 du 05 août 2025 portant structure, fonctionnement et missions du gouvernement de la république du Burundi.;

ORDONNE:

Article 1er:

La présente ordonnance ministérielle a pour objet la nomination des membres de la Cellule de Gestion des Marchés Publics (CGMP) à l'Office Nationale des Télécommunications du Burundi (ONATEL).

Article 2:

Sont nommés membres de la Cellule de Gestion des Marchés Publics (CGMP) à l'ONATEL les cadres dont les noms sont repris ci-dessous.

- Monsieur Sixte NIYUHIRE, Personne Responsable des Marchés Publics à l'OBR et Président de la CGMP;
- 2. Monsieur Clovis NUGAME, Membre;
- Monsieur Venuste HARERIMANA, Membre ;
- 4. Monsieur Léopold MANIRAMBONA, Membre;
- Monsieur Révérien NTAGAYE, Membre ;
- 6. Monsieur Privat KABEBA, Membre;
- 7. Monsieur Blaise NKANIRA, Membre;
- 8. Monsieur Boniface NIYONKURU, Membre;
- 9. Monsieur Etienne NTUNZIMANA, Membre ;
- 10. Monsieur Aloys NTAWUNDORERA, Membre;
- 11. Monsieur Ladislas NDENZAKO, Membre;
- 12. Monsieur Agathon Raymond SIKOGUKIRA, Membre;
- 13. Madame Françoise BARAJINGITWA, Membre;
- 14. Monsieur Christian MANIRAKIZA, Membre;
- 15. Monsieur Zénon KUBWIMANA, Membre;
- 16. Madame Shemsa NIYONKURU, Membre;
- 17. Monsieur Léopold MUTAGOMA, Membre;
- 18. Madame Evangeline NIBOGORA, Membre;
- 19. Monsieur Blaise KARIKURE, Membre;
- 20. Madame Noëlla RUNYAGU, Membre ;
- 21. Monsieur Hermès BIMENYIMANA, Membre;
- 22. Madame Carine KAYENGAYENGE, Membre;
- 23. Madame Romaine NDAYISENGA, Membre;
- 24. Monsieur Déo MANIRAKIZA, Membre;
- 25. Monsieur Gervais MISAGO, Membre;
- 26. Monsieur Fiston SIBOMANA, Membre;
- 27. Monsieur André HAKIZIMANA, Membre;
- 28. Madame Paula NGENDANGEZWA, Membre;
- 29. Madame Claudine HATANGIMANA, Membre;
- 30. Madame Pacifique NIKIZA, Membre;
- 31. Monsieur Paul NSAVYUMWAMI, Membre;
- 32. Monsieur Jean Marie NIRAGIRA, Membre;
- 33. Monsieur Canut SINZOBAKWIRA, Membre;
- 34. Monsieur Emmanuel MANIRAKIZA, Membre;
- 35. Monsieur Etienne NTANDIKIYE, Membre;
- 36. Monsieur Jean NKESHIMANA, Membre.

Article 3:

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Article 4:

La présente ordonnance ministérielle conjointe entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le \mathcal{N}/ \mathcal{N} .../2025

LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE U BURU